

Guinée

SIX MOIS APRÈS LE COUP D'ÉTAT

Pour les militaires, l'heure des choix...

De notre envoyé spécial

Conakry. — Est-ce la fin de l'état de grâce pour les militaires guinéens, qui, voilà six mois, ont ravi le pouvoir, sans mal et sans effusion de sang, à l'entourage divisé et inconséquent de Sekou Touré ? Avec les premiers tests, l'heure des choix est arrivée pour le Comité militaire de redressement national (CMRN) du colonel Lansana Conté. La rentrée scolaire — la première digne de ce nom depuis des années, — a lieu dans quelques jours. Depuis le 21 octobre, une deuxième mission du Fonds monétaire international met au point les réformes draconiennes jugées nécessaires pour relancer l'économie. Le CMRN étudie, de son côté, la « loi fondamentale » qui régira la Guinée pendant la période de transition militaire.

Or le flottement est encore sensible. Les Guinéens en sont toujours à évacuer leurs « allergies », selon la formule du bouillant ministre des affaires étrangères, le capitaine Facinet Touré. Allergie au parti : « Je ne veux plus entendre parler de partis, ni même d'associations », résume, pour ce qui le concerne, le président Conté. Allergie à tout un vocabulaire politique — révolution, socialisme, démocratie populaire, « homme nouveau » — dont ils ont été assommés par l'« autre » — ainsi qu'on appelle ici Sekou Touré, qui décidément est tombé dans les oubliettes de l'histoire. Allergie aux fonctionnaires, dont les salaires de misère — le sily, monnaie locale, s'échange, au marché noir, au dixième de sa valeur officielle — expliquent en grande partie la léthargie et la corruption.

Un équilibre ethnique difficile

Les Guinéens aspirent pleinement — c'est toujours cela de pris — le grand bol d'oxygène, un peu inespéré, qu'on leur sert depuis le 3 avril, date de la prise du pouvoir par le CMRN. Mais ils demeurent partagés, à l'image de leur capitale, grouillante mais noyée sous les orages tropicaux de saison, qui laisse une impression contradictoire de fièvre et d'engourdissement.

D'importantes décisions ont, certes, été prises. Deux codes ont été adoptés, ceux du commerce et des investissements. Les impôts en nature — très impopulaires chez les paysans — ont été supprimés. Des états généraux de la justice, de la santé et de l'éducation ont été réunis, apparemment dans le meilleur esprit. Près de trois cent mille Guinéens de l'étranger, sur un million ou deux d'exilés, ont regagné leur pays. Tous les amis de la Guinée — « et nous connaissons nos vrais amis », précise le capitaine Facinet Touré — ont été réintégrés. Les investissements, dans les mines, les industries, les infrastructures, ont repris. Et surtout, le plus positif de la prise de pouvoir militaire, la paix,

été préservée. « De la lenteur, c'est vrai, mais pas de dérapage », juge un Guinéen, très au fait de ce qui se trame dans les couloirs du pouvoir. Depuis le 3 avril, il n'y a pas eu, c'est exact, d'accident de parcours sérieux. Le colonel Conté lui-même paraît tout à fait lucide sur une stabilité qu'il juge encore « fragile ». « En prenant du recul, je dirais que nous n'avons été bons qu'à 50 % », ajoute-t-il. Il n'ignore pas qu'au départ lui-même et les autres membres du CMRN ont dû intervenir, rapidement, pour séparer les successeurs de Sekou Touré. « Ils auraient mis le pays à feu et à sang », dit-il. Il n'oublie pas non plus que d'autres complots étaient en préparation, y compris dans les casernes, et que les appétits de pouvoir sont toujours réels. Intrigues et rumeurs vont bon train. « Je ne sais pas tout ce qui se passe, mais je suis au courant de l'essentiel », répond-il. Il était chef de file, il lui reste à faire comprendre qu'il est le « patron ». Cela aussi, il le sait. « Je n'ai pas voulu du pouvoir, mais, tant que je suis président, je prends mes responsabilités et c'est moi qui commande », rétorque l'officier.

Sous cette présidence soucieuse de paix sociale, jusqu'ici plutôt débonnaire et, en tout cas, maniant rarement la sanction, « les Guinéens ne sont sûrement pas malheureux », ainsi que l'admettent volontiers beaucoup d'entre eux. Mais les cadres de l'ancien régime refont surface, pour défendre leurs propres intérêts. Les petits fonctionnaires se sentent frustrés d'avoir encore affaire, souvent, à des hauts fonctionnaires qui, comme par le passé, forment un écran entre eux et les ministres. Le « problème national » — l'expression est du colonel Conté, — c'est-à-dire la cohabitation entre les principaux groupes ethniques, est un équilibre difficile, tant Sekou Touré avait privilégié les Malinkés, son ethnie, et semé la division chez les autres, notamment en lançant une guerre ouverte contre les Peuls du Fouta-Djalon.

Ces derniers ont beau être divisés entre eux, ils demeurent, dans l'ensemble, sur la réserve à l'égard de l'expérience qui se développe sous la houlette du président Conté, un Soussou. « Pas de bâtons dans les roues, pas d'engagement non plus », telle paraît être, dans l'immédiat, leur ligne de conduite en dépit de la chaleur de l'accueil réservé récemment au chef de l'Etat dans le Fouta-Djalon. Quant aux Malinkés, ils n'ont pas tous renoncé,

tant s'en faut, à jouer les premiers rôles. L'un d'eux, le colonel Diara Traoré, occupe le fauteuil de premier ministre.

Après des années pendant lesquelles la délation a été la méthode de gouvernement, il ne faut pas s'étonner du poids des méfiances. Les femmes veulent avoir leur mot à dire. Les marabouts — les neuf dixièmes de la population étant musulmans — se méfient un peu de cet Etat laïc. Les employés de dizaines de sociétés d'Etat s'inquiètent des conditions d'une « privatisation » souhaitable et inéluctable. « Il faut que tout le monde se sente à sa place, que personne ne puisse se dire laissé pour compte », rétorque le chef de l'Etat, en parlant de toutes ces tensions latentes. « Il s'agit de ne pas se faire d'illusions », ajoute-t-il.

Au départ, pour ne pas bouleverser les habitudes, les trente-deux ministères existant sous Sekou Touré ont été maintenus. La plupart ont été affectés à des militaires. L'expérience n'est pas concluante et le président Conté exprime l'intention d'y mettre un peu d'ordre. Les ministères vont être regroupés. Déjà, pour donner plus de cohésion à son action, le CMRN a formé un bureau exécutif d'une dizaine de militaires, qui coiffe le gouvernement. A plusieurs reprises, le président Conté est intervenu pour réprimander ceux de ses collaborateurs qui « se conduisent mal » ou font des « déclarations intempestives », notamment à l'étranger.

La reconstruction

Entre autres choses, que le torchon brûle, malgré les démentis, entre le chef de l'Etat et son premier ministre est l'évidence. Tous les deux le démentent. Le colonel Diara Traoré met même les rumeurs de divergences, dans son langage imagé, sur le dos de « bobaristes » et de « détracteurs dans l'ombre ». Mais il reste que le « bicéphalisme » guinéen n'est pas une recette. « Diara a trop d'ambition, nous dira un Guinéen bien introduit, et pour réaliser un équilibre et mettre fin aux appétits de complot, il faudrait à la fois renforcer la position du chef de l'Etat et intégrer les ethnies dominantes. » Il n'y a qu'une solution, ajoute-t-il : « Supprimer le poste de premier ministre et le remplacer par quatre ministères d'Etat aux compétences élargies. » Ainsi Soussous, Forestiers, Malinkés et Peuls auraient-ils une place égale au soleil. Une telle solution permettrait

de faire davantage de place au capitaine Jean Traoré, brillant ministre des mines, un Forestier qui passe pour le favori du chef de l'Etat.

A Conakry, les officiels n'ont qu'un mot à la bouche : la reconstruction. Et il faut reconnaître qu'en dépit du malaise encore sensible les choses commencent à bouger sérieusement. Les délégations étrangères se succèdent. L'hôtel de l'Indépendance — que Sekou Touré avait fait agrandir en vue d'un sommet de l'Organisation de l'unité africaine auquel son successeur a sagement renoncé — affiche complet. Au milieu des coupures de courant, on parle affaires, dons, assistance, crédits, coopération. Les Français, depuis peu, se sont engagés à jouer les locomotives (le Monde du 24 octobre). On songe à recycler les quelque mille cinq cents diplômés des universités cubaines.

Les Américains ont réalisé leur projet concernant l'extraction du diamant — 500 000 tonnes au bout du compte, contre 30 000 en ce moment par an, ce qui constituerait un beau paquet de devises pour remplir les caisses vides de l'Etat. Le président a fixé l'autosuffisance alimentaire pour objectif, l'an prochain, ce qui éviterait d'importer de 50 000 à 60 000 tonnes de riz par an ou, du moins, de compenser ces importations par des exportations de café et de produits vivriers. « La Guinée peut, effectivement, arrêter d'importer du riz, vendre un peu de café et vivre de ses cultures vivrières », résume, de son côté, un expert français.

Le riche potentiel agricole et minier du pays invite, lui aussi, à un changement de rythme, même s'il faut commencer par une dévaluation brutale du sily, à laquelle les dirigeants ne sont pas hostiles mais dont les conséquences sociales les inquiètent et qu'ils veulent, de toute façon, opérer en connaissance de cause. « Si on demande un ultime sacrifice au peuple, dit à ce propos le capitaine Facinet Touré, il l'acceptera. » Mais, d'un autre côté, il reconnaît qu'« il faut que les conditions d'existence des gens changent ». Beaucoup de Guinéens sont de cet avis. « Il ne faut plus confondre laisser-faire et liberté », nous ont dit plusieurs d'entre eux.

Sept mois après la mort de Sekou Touré, l'état des lieux n'étant pas encore terminé — et il ne pourrait en être autrement dans cet Etat sans statistiques et sans points de repère, — l'occasion d'opérer un redressement se présente. Le besoin s'en fait sentir et, surtout, la chance est à saisir. « De tempérament, je me sens médecin, pas chirurgien », avoue le président Conté. Avant d'ajouter : « Je crois que l'homme est parfait mais il y a une limite. Jusqu'ici, la Guinée a été, parfois, je menace. Un jour, je vais me fâcher. Apprendre, bientôt, des choses nouvelles. »

LAUDE POMONTI.